

## AKTUELL

DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION

# Des mots et des maux

Fabien Grasser

**Partir en pension plus tard, repousser des projets d'infrastructures pour financer l'armée ou encore mettre en sourdine les sujets environnementaux au nom de la compétitivité : dans son deuxième discours sur l'état de la nation, Luc Frieden a défini le cap de son gouvernement pour les mois et années à venir.**

Il y a d'abord les grands mots sur le bouleversement « d'une ampleur sans précédent » du monde, sur « un moment charnière dans l'histoire de notre pays et de notre continent ». Il y a ensuite les mots-clés : liberté, paix, justice, stabilité, progrès, résilience et modernité. Des termes aussi désirables que leur définition est large, mais auxquels chacun-e peut s'identifier et dont le chef du gouvernement parsème son discours sur l'état de la nation, prononcé à la Chambre des députés, ce mardi 13 mai. Intitulée « Progrès par la stabilité, stabilité par le progrès », cette deuxième déclaration de politique générale de Luc Frieden dans son costume de premier ministre est conforme à l'exercice : un propos fleuve empilant autosatisfaction sur l'œuvre déjà accomplie, des annonces plus ou moins concrètes et des projets évasifs qui confinent parfois à des plans sur la comète.

« Si tu veux la paix, prépare la guerre » : c'est au titre de ce principe que le Luxembourg va accélérer ses dépenses de défense et ne pas attendre 2030 pour investir 2 % de son revenu national brut dans son armée. L'objectif sera atteint dès la « fin de cette année », en raison « de la situation internationale complexe », justifie le premier ministre chrétien-social. Seule annonce concrète, un second satellite militaire sera mis en orbite. Mais tout cela a un prix, qui se chiffrera à plusieurs centaines de millions d'euros supplémentaires à trouver chaque année. Un « défense bond » sera émis, mais cela ne suffira pas. Il faudra repousser à plus tard des « projets d'infrastructures » et « prioriser les dépenses » dans un sens que Luc Frieden n'a pas précisé. Cela se fera nécessairement au détriment d'autres postes budgétaires aux contenus plus pacifiques. Derrière les mots, il y a aussi les maux, et, in fine, c'est le contribuable qui paiera.

**Frieden veut signer avec le Mercosur**

L'équation ne s'applique pas qu'à la défense et ne se limite pas à des questions de dépense. Dans une première réaction à ce discours, le Meco (Mouvement écologique) adresse un

satisfecit à Luc Frieden sur le développement des énergies solaire et éolienne – une question de souveraineté pour le premier ministre. Mais l'ONG déplore l'absence des termes « protection de l'environnement », « développement durable », « protection des ressources » et « biodiversité ». Des omissions qui en disent long sur la vision du gouvernement conservateur et libéral, toujours prompt à répéter son mantra sur la compétitivité des entreprises, selon lui freinée par l'excès de normes environnementales. Autre sujet qui fâche les écolos – et le monde agricole –, Luc Frieden promet de soutenir la signature de l'accord Mercosur entre l'UE et l'Amérique latine.

L'entreprise est au cœur du projet politique de Luc Frieden, et de la richesse qu'elle crée dépend la survie « de notre modèle social », répète-t-il à l'envi. Un modèle qu'il bouscule passablement. Sur les pensions d'abord, où il veut repousser l'âge réel du départ, qui se situe en moyenne à 60 ans, pour atteindre l'âge légal de départ fixé à 65 ans, auquel il ne veut pas toucher. La mesure sera progressive, les salarié-es devant travailler trois mois de plus par an, jusqu'à ce que l'âge de départ réel rencontre l'âge légal. Sur les heures d'ouverture dans le commerce, le premier ministre ne bouge pas d'un iota, déterminé à libéraliser le secteur, prétextant l'adaptation aux nouvelles réalités de la société. Sur les conventions collectives de travail, il a une nouvelle fois concédé que leur négociation demeure une prérogative des syndicats représentatifs. Avec un bémol, des « détails » sur les conditions de travail et de rémunération devant pouvoir être directement négociés dans les entreprises, entre patronat et salarié-es. Soit une ligne rouge pour les syndicats, qui l'accusent de vouloir vider ces accords de leur substance. Le front syndical uni, composé du LCGB et de l'OGBL, a vivement réagi à ces projets dans un communiqué publié le jour même et qui pourrait se résumer à cette seule formule : « Rendez-vous le 28 juin dans la rue. » C'est-à-dire à la manifestation nationale convoquée ce jour-là par les deux syndicats, qui espèrent faire reculer le gouvernement par l'ampleur de la mobilisation.

Pendant le débat qui, le lendemain, suit le discours, LSAP, Déi Gréng, Déi Lénk et les pirates se retrouvent pour désapprouver la dégradation du climat social et le dialogue avec les syndicats relégué au rang de show communicationnel. Ils dénoncent le dynamitage du modèle social au profit d'un patronat avec lequel Luc Frieden partagerait une intime complicité. Quelle idée !

## SHORT NEWS

## Des trajets domicile-travail toujours plus longs

(ts) – Moins d'un quart des actif-ves travaillent dans leur commune de résidence, révèle l'Observatoire du développement territorial (ODT) dans son dernier numéro de la série « Des cartes et des chiffres ». En moyenne, les résident-es luxembourgeois-es parcourent 16,7 km pour se rendre au travail, soit 33,4 km par jour. Les 216.522 travailleur-euses frontalier-ères (dont 52,7 % de Français-es) parcourent pour leur part 47,6 km, soit 95,2 km par jour. Sans surprise, la plupart d'entre elleux (62.295) viennent travailler dans la capitale – où sont concentrés un tiers des 500.000 emplois nationaux –, ainsi que dans le sud du pays, notamment à Esch-sur-Alzette, où sont employé-es 10.148 frontalier-ères. Tous ces flux journaliers intenses, en croissance perpétuelle, ainsi que la concentration de l'emploi continuent de poser des défis majeurs en termes de mobilité, en dépit de la gratuité des transports publics et de l'extension du tram, mais aussi en termes de pollution, de dépenses publiques, d'impact sur la santé et de sécurité routière. En conclusion de son rapport, l'ODT préconise quelques pistes pour améliorer la situation, comme décentraliser des emplois vers d'autres pôles économiques nationaux et transfrontaliers, favoriser le télétravail et le coworking pour réduire les déplacements, ou encore renforcer la coopération transfrontalière en développant une meilleure planification des infrastructures et des services de transport.

## Le Luxembourg prêt à reconnaître la Palestine ?

(mes) – Dans un communiqué du 12 mai, le LSAP dénonce la politique étrangère du gouvernement luxembourgeois, marquée par des « errements diplomatiques, des annonces sans suite (...) et des conflits d'intérêts à peine voilés ». Condamnant l'intention d'« annexion de facto contraire au droit international » de la bande de Gaza sous siège, le parti socialiste revendique la reconnaissance officielle de l'État palestinien et se montre solidaire avec les mouvements israéliens opposés à la politique de guerre du premier ministre Benjamin Netanyahu. Mi-avril, et suite à l'annonce de la France de vouloir reconnaître l'État palestinien en juin, deux députés du LSAP avaient interpellé Xavier Bettel sur la position du grand-duché à ce sujet. La réponse reste hésitante, le ministre se montrant ouvert à une reconnaissance « lorsque les circonstances s'y prêteront ». En l'occurrence, « si le président français parvient effectivement à mobiliser un groupe de pays prêts à s'engager dans cette démarche – en faveur de la reconnaissance de la Palestine par les uns et d'Israël par d'autres ». Cette reconnaissance affirmerait « une opposition à l'impunité israélienne et un engagement réel en faveur des droits fondamentaux et de l'autodétermination du peuple palestinien », écrit encore le LSAP. Alors que les crimes de guerre contre la population civile à Gaza continuent et que le gouvernement israélien maintient le blocus de toute aide humanitaire, une suspension de l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël deviendrait « incontournable », poursuit le parti. Parmi les pays membres de l'UE, environ un tiers a officiellement reconnu la Palestine. Selon les estimations les plus prudentes, plus de 52.900 de Palestinien-nes ont perdu la vie dans le nettoyage ethnique en cours, dénoncé par des ONG comme MSF ou Amnesty International.

## Umwelt als Menschenrecht: Verantwortung gefordert

(mes) – Laut den NGOs Greenpeace, ASTM und Fairtrade Lëtzebuerg verzögere die luxemburgische Regierung die Einführung eines neuen Rechts in die europäische Menschenrechtskonvention: das auf eine gesunde, saubere und nachhaltige Umwelt. Seit Jahrzehnten wird dessen Einführung als rechtsverbindliches Zusatzprotokoll gefordert (woxx 1825). Dazu müsste ein Mandat beschlossen und Verhandlungen im Ministerkomitee des Europarates aufgenommen werden. Doch in den letzten sechs Monaten habe sich die hiesige Regierung, die bis zum 14. Mai das Komitee präsidierte, entgegen internationaler Verpflichtungserklärungen dieser Verantwortung entzogen, kritisierten die drei NGOs während einer Protestaktion am vergangenen Mittwoch. Denn obschon sich Luxemburg, wie auch andere Europaratsmitgliedstaaten, mehrmals zu einem solchen Recht bekannt habe, sei die Regierungsposition von „Widersprüchen“ geprägt. So wurde etwa eine für den 7. Mai geplante Sitzung zu dieser Forderung zwischen Abgeordneten der Ausschüsse für Umwelt und für auswärtige Angelegenheiten „ohne Erklärung abgesagt“. Laut Altynaï Bidaubayle, Kampagnenbeauftragte von Greenpeace Luxemburg, gab es auf europäischer Ebene zudem erhebliche Meinungsverschiedenheiten und Bedenken zwischen den Mitgliedstaaten zu der Notwendigkeit eines verbindlichen Rechts. „Diese Differenzen scheinen noch nicht gelöst zu sein, wie uns Xavier Bettel bei unserer Aktion heute Morgen bestätigt hat“, antwortete Bidaubayle auf Nachfrage der woxx. Sie bedauerte, dass Luxemburg „keine klare Stellung“ beziehe.